



DANS CE NUMÉRO:
LA CAMPAGNE DU NPD EST
LANCÉE À TERRE-NEUVE >> PAGE 2
IL EST TEMPS DE CORRIGER LE
PTP >> PAGE 3
PRESSIONS EXERCÉES CONTRE LES
COMPAGNIES DE CAMIONNAGE À
VANCOUVER
>> PAGE 4

VOLUME 3, NO.23

WWW.UNIFOR.ORG

19 NOVEMBRE 2015



uniforum



Une occupation temporaire des bureaux de la compagnie de taxis Coventry Connections à Ottawa a montré un large appui syndical pour les membres de la section locale 1688 en lock-out.

Unifor occupe les bureaux de Coventry

Après plus de trois mois en lock-out décrété par un employeur demandant que les chauffeurs de taxi de l'aéroport d'Ottawa acceptent une réduction draconienne de leur salaire, des militantes et militants ont occupé temporairement les bureaux de l'entreprise Coventry Connections, qui détient tous les taxis en ville, le 13 novembre.

« Nous avons été contraints à ce geste parce qu'une compagnie et une administration aéroportuaire ont refusé de participer à un vrai dialogue sur la question », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

Le lock-out des membres de la section locale 1688 d'Unifor a commencé au début du mois d'août lorsque Coventry a conclu une entente avec l'autorité aéroportuaire en vue d'augmenter considérablement les redevances versées par les chauffeurs desservant des clients de l'aéroport, de 345 \$ à plus de 1 300 \$ par mois, en ajoutant 5 \$ sur le coût de chaque course en taxi. Le montant ne peut pas être ajouté au tarif chargé aux clients,

Unifor endosse l'équipe FedForward

Unifor a exprimé son appui à l'équipe formée des trois syndicalistes d'expérience et déterminés qui présentent leur candidature au prochain congrès de la Fédération du travail de l'Ontario.

L'équipe est composée de Chris Buckley d'Unifor pour le poste de président, Patty Coates de la Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario pour le

>> Suite à la page 2

La convention conclue avec No Frills hausse les salaires et apporte des améliorations aux travailleurs à temps partiel

Les membres de la section locale 414 ont ratifié une nouvelle entente avec les épiceries de No Frills. L'unité comprend 1 265 travailleuses et travailleurs dans 19 épiceries en Ontario.

« Nous avons négocié une assurance-médicaments pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel, c'est une première pour les membres d'Unifor chez

No Frills », a déclaré Christine Connor, présidente de la section locale 414 d'Unifor.

« Nous avons aussi obtenu d'importantes hausses salariales pendant la durée de la convention collective pour les travailleuses et travailleurs à temps plein et à temps partiel, allant de 6 à 9 p. cent. Des centaines d'employés qui gagnent le salaire minimum

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

En bref

Tracy Ramsey est nommée porte-parole en matière de commerce international pour le NPD

Tracy Ramsey, la nouvelle députée néodémocrate élue pour la circonscription d'Essex, et membre de la section locale 200 d'Unifor, a été nommée porte-parole du NPD en matière de commerce.

« Je suis honorée d'avoir été nommée au cabinet fantôme du NPD comme porte-parole en matière de commerce. Notre équipe unie et chevronnée est prête à travailler au nom des Canadiennes et Canadiens dans l'opposition d'allégeance progressiste », a déclaré Tracy Ramsey aux journalistes tout en exprimant sa détermination à demander des comptes au gouvernement libéral.

Elle a souligné qu'elle allait se battre pour garantir que les emplois de qualité soient protégés dans les accords commerciaux et pour que les Libéraux précisent clairement leurs intentions au sujet du Partenariat transpacifique.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au :

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Earle McCurdy lance la campagne électorale provinciale du NPD

Entouré de députés en place et d'aspirants candidats à l'Université Memorial à St. John's, Earle McCurdy a récemment lancé la campagne du NPD à Terre-Neuve-et-Labrador pour les élections provinciales du 30 novembre.

Earle McCurdy a parlé de sa propre histoire à l'Université Memorial et comment son expérience d'étudiant militant a inspiré son engagement à vie pour défendre les valeurs partagées par les travailleuses et travailleurs, les étudiantes et étudiants, et les familles à travers la province.

Il a souligné que cette élection porte sur des valeurs comme d'offrir des soins de santé accessibles, de créer une économie plus forte et plus stable, des emplois sûrs, un environnement sain, et du soutien



Le chef du NPD à Terre-Neuve-et-Labrador, Earle McCurdy, a lancé la campagne du parti pour les élections provinciales le 30 novembre.

aux familles et aux aînés.

« Ce sont les valeurs de base des gens de Terre-Neuve-et-Labrador, et ce sont aussi les valeurs de base du NPD », a-t-il déclaré.

Earle McCurdy est l'ancien président du SPATA-Unifor, une poste qu'il a occupé pendant 20

ans, où il a aussi été secrétaire-trésorier pendant 13 ans. Dans le cadre de ses mandats, il s'est battu avec acharnement pour le remplacement du revenu destiné aux gens sans travail en raison du moratoire sur la morue, l'assurance emploi, la surpêche étrangère, et la santé et la sécurité.

>> Suite de "Unifor endosse l'équipe FedForward" on page 1

poste de secrétaire-trésorière, et d'Ahmad Gaied des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce pour le poste de vice-président exécutif.

« Ensemble, cette équipe représente la diversité des travailleuses et travailleurs en Ontario et propose une vision progressiste de l'avenir du mouvement en Ontario », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

Le trio se présente sous le nom de FedForward avec l'objectif d'unir le mouvement syndical en Ontario et de militer pour une réforme progressiste de la loi du travail. Le congrès de la FTO aura lieu du 23 au 27 novembre à Toronto.

« J'estime que nous le devons aux travailleuses et travailleurs, qu'ils soient affiliés ou non à un syndicat, d'avoir une forte représentation au niveau provincial



L'équipe FedForward de la FTO : Ahmad Gaied pour le poste de vice-président exécutif, Patty Coates pour le poste de secrétaire-trésorière, et Chris Buckley pour le poste de président. .

», a affirmé Chris Buckley.

Chris Buckley est un syndicaliste de longue date, un défenseur de la justice sociale et l'ancien président de la section locale 222 d'Unifor à Oshawa, et l'ancien président aussi du comité de négociation central de General Motors.

Patty Coates est la présidente de l'unité de négociation des aides-enseignants du district 17 de la FEESO. Ahmad Gaied est un représentant de la mobilisation des membres de la section locale 1000A des TUAC-Canada.

>> Suite de "Unifor occupe les bureaux..." on page 1

alors il est prélevé directement de la paie des chauffeurs.

Cette action était nécessaire puisque l'employeur a rejeté une offre qui aurait mené à un règlement. L'employeur demande maintenant que tous les taxis qu'il détient aient un accès à l'aéroport. Ce conflit repose sur la cupidité personnelle, comme en témoigne le dernier geste.

Coventry prend maintenant en otage les chauffeurs Blue Line et de l'aéroport en leur demandant de partager leur travail avec des plaques appartenant directement à ceux qui sont censés négocier de bonne foi avec la section locale 1688.

« Les chauffeurs de taxi à Ottawa travaillent de longues heures pratiquement au salaire

minimum. Ils ne peuvent tout simplement pas accepter une diminution aussi massive de leur paie », a affirmé Jerry Dias. « C'est une ponction d'argent pratiquée par l'aéroport et Coventry de plus de 2 millions de dollars sur le dos de ces familles de travailleurs. »

Jerry Dias a demandé à Coventry de revenir à la table pour négocier une entente qui soit équitable pour toutes les parties, et à tous les paliers gouvernementaux de faire usage de leur autorité pour obtenir une entente.

« Ce conflit dure depuis trop longtemps. Les familles de ces chauffeurs sont en difficulté », a-t-il ajouté. « Unifor a déposé une offre raisonnable pour régler ce conflit. »

L'occupation des bureaux a été suivie d'une manifestation à



Des partisans sont venus de partout en Ontario et du Québec pour soutenir les membres de la section locale 1688 d'Unifor.

l'extérieur qui a attiré des partisans de tout le mouvement syndical à Ottawa, ainsi que des appuis des autres sections locales d'Unifor en Ontario et au Québec.

Le 16 novembre, Unifor a répondu à la dernière offre de la compagnie, en espérant faire un

pas en avant vers la résolution de ce conflit. Unifor a aussi envoyé une demande à la Commission des relations de travail de l'Ontario pour que le médiateur affecté au dossier convoque une réunion de toutes les parties dès que possible.

>> Suite de "La convention conclue..." on page 1

vont constater des améliorations immédiates à leur salaire. »

D'autres gains obtenus dans la nouvelle entente comprennent une amélioration des dispositions salariales sur le rappel au travail pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel afin de les protéger contre des horaires « sur appel », et une échelle salariale pour les nouvelles embauches qui protège les hausses salariales des travailleuses et travailleurs à temps partiel contre l'inflation.

Unifor est l'un des plus grands

syndicats de travailleuses et travailleurs du secteur du détail, regroupant plus de 20 000 membres qui travaillent dans des supermarchés, des pharmacies, des magasins d'appareils électroniques et d'autres commerces de détail partout au Canada.

« Le secteur du détail est un secteur très difficile », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Mais nos membres continuent de provoquer des changements positifs grâce à leur militantisme et à leur ténacité. »

Il est temps de corriger le Partenariat transpacifique maintenant que le texte complet a été diffusé

Avec la diffusion du texte complet de l'accord commercial du Partenariat transpacifique, Unifor demande au gouvernement fédéral de consulter largement la population canadienne sur les impacts de cet accord au pays et de réviser les dispositions qui vont porter atteinte aux industries canadiennes.

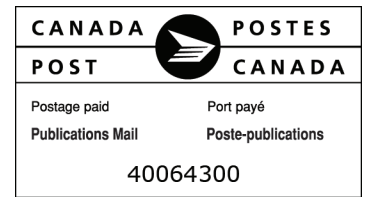
« L'ancien gouvernement conservateur était pressé de conclure une entente avant les élections fédérales. Nous avons maintenant la possibilité de constater les concessions qu'il a faites pour y arriver », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Le nouveau gouvernement doit s'engager à corriger toute erreur qui se cache dans le texte du Partenariat transpacifique

étant donné que le précédent gouvernement conservateur était tellement pressé. »
La lecture de l'ensemble du document ne doit pas se faire sous la hâte. Il faudra des semaines pour examiner le Partenariat transpacifique, les annexes techniques, et les accords parallèles bilatéraux pour identifier les parties de l'accord qui n'ont pas été divulguées avant les élections. « La grande question à poser est celle-ci : quelles sont les concessions que les Conservateurs ont faites pour conclure cet accord dans la hâte? », a lancé Jerry Dias. L'économiste d'Unifor, Jim Stanford, a calculé que le PTP menaçait ultimement 20 000 emplois bien rémunérés dans le secteur de l'automobile au Canada à lui seul.



L'équipe de négociation chez No Frills a réussi à négocier une entente qui aide les travailleuses et travailleurs à temps partiel de la chaîne d'épicereries.



Unifor accueille les pressions exercées sur les compagnies de camionnage

Les chauffeurs de camion-conteneurs à Vancouver saluent la nouvelle commissaire du secteur, Corinne Bell, d'avoir pris des mesures pour presser les compagnies de camionnage du port de Vancouver de verser aux camionneurs leur salaire rétroactif.

Plusieurs compagnies ont refusé de mettre en œuvre les taux de salaire convenus au printemps dernier après que les camionneurs aient fermé le port de Vancouver pendant près de quatre semaines.

L'entente qui a mis fin aux moyens de pression comprenait d'importantes hausses salariales et une diminution des délais d'attente au port.

Elle a été signée par la première ministre Christy Clark, la ministre des Transports à ce moment-là, Lisa Raitt, et le président national d'Unifor, Jerry Dias.

Le 5 novembre, Corinne Bell et le commissaire délégué, Vince Ready, ont envoyé une lettre à toutes les compagnies du secteur demandant que tous les camionneurs reçoivent leur salaire rétroactif au 3 avril 2014.

Les commissaires ont cité la section 28 de la BC Container Trucking Act, qui fait état de sanctions jusqu'à concurrence de 500 000 dollars pour le non-respect de la loi.

Unifor dit que l'avertissement aux employeurs était dû depuis longtemps et pourrait éviter des

DANS CE NUMÉRO Unifor organise une grande manifestation à Ottawa pour appuyer les chauffeurs de taxi en lock-out depuis plus de trois mois en raison d'un conflit sur les redevances. Une entente chez No Frills prévoit des améliorations pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel. Earle McCurdy, du SPATA-Unifor, lance la campagne électorale du NPD à Terre-Neuve-et-Labrador.



Unifor a dirigé les efforts pour régler les conflits au port de Vancouver et améliorer les conditions de travail de tous les camionneurs du port.

arrêts de travail plus tard cet hiver pendant les négociations.

« Nos membres sont soulagés que la nouvelle commissaire prenne le salaire rétroactif sérieusement, mais ce sujet restera un enjeu syndical important au port de Vancouver jusqu'à ce qu'il soit réglé et que les camionneurs aient leur chèque dans les mains », a affirmé Gavin McGarrigle, directeur local d'Unifor en Colombie-Britannique.

« La loi est claire et le message des commissaires est clair aussi : payez maintenant, risquez des sanctions importantes ou soyez expulsé du port », a déclaré Paul Johal, président de l'Association des camionneurs de porte-conteneurs de Vancouver-Unifor. Au moment de l'entente conclue en 2014, Paul Johal a dit que sa mise en œuvre était essentielle à son succès.